



Serge Michailof : « La France paierait très cher la poursuite de la stagnation économique en Afrique »

Serge Michailof, enseignant à l'Université de Paris I Sorbonne et à Sciences Po Paris, a travaillé pour l'Agence française de développement en tant que directeur exécutif chargé des opérations, et pour la Banque mondiale, notamment comme conseiller principal du vice-président Afrique. Il vient de diriger l'ouvrage collectif « À quoi sert d'aider le Sud » (Economica). Il plaide ici pour un assainissement de la relation France-Afrique, qui s'appuierait sur une meilleure appréhension des problèmes partagés et des intérêts réciproques des deux parties.

Le 54^e forum Afrique-France de Cannes coïncidant à quelques mois près avec le premier sommet Afrique-Chine a pour beaucoup d'observateurs marqué la fin d'une époque, celle des relations privilégiées entre la France et le continent africain. Pourtant si ces deux événements ont sans doute enterré une Françafrique déjà fort décrépite, ils ne peuvent en aucun cas signifier que les relations entre la France et ces pays au sud du Sahara qui sont nos proches voisins doivent se banaliser.

Les problèmes de l'Afrique deviennent nos problèmes !

Certains de nos politiques, conscients du poids économique négligeable de l'Afrique, les yeux fixés sur l'Europe ou la Chine, aimeraient parfois pouvoir oublier le sud du Sahara. Ils oublient l'importance des enjeux liés à l'avenir proche de l'Afrique. Le continent connaît une croissance démographique qui ne semble pas s'essouffler, rendant plus sensible encore la stagnation de son économie, car les chiffres favorables de la croissance du début des années 2000, gonflés par les cours du pétrole, ne doivent pas masquer l'absence de diversification économique et d'augmentation effective des niveaux de vie.

La poursuite des tendances actuelles conduisant à la combinaison de l'échec économique et de la forte croissance démographique est porteuse de quatre types de risques majeurs pour notre pays, qui ne peut imaginer pouvoir s'isoler des drames qui affecteront les pays situés au sud de ce lac qu'est la Méditerranée.

1) Les tensions et conflits au Sud, aiguisés par l'absence d'amélioration des conditions de vie qui restent misérables pour la grande majorité de la population, ne peuvent qu'alimenter une migration qu'aucune barrière ne pourra endi-

guer. 2) Le chômage et le désespoir de jeunes sans avenir dont certains seront sortis de systèmes éducatifs sans débouchés ne peut que nourrir extrémismes et intégrismes. 3) La dégradation des systèmes de santé ne peut que favoriser le développement des épidémies dont la diffusion est facilitée par les moyens de communication modernes. Enfin, 4) la croissance urbaine anarchique et les processus de désertification qui seront accentués par le réchauffement climatique ne peuvent qu'accélérer et approfondir les trois précédents phénomènes.

Face à ces enjeux géopolitiques majeurs pour notre pays, la « politique africaine » de la France a longtemps été fondée sur une ingérence croisée : ingérence directe à l'époque Foccart, indirecte depuis, de la France dans la politique des pays africains. Ingérence également indirecte, mais cette fois-ci africaine en France, via le financement des partis politiques français par certains pays africains. Cette tradition d'ingérence croisée, relation malsaine à l'évidence, est dénoncée de longue date et a fait son temps. Il est grand temps de rebâtir la relation franco-africaine sur un autre paradigme qui devra être fondé à la fois sur une stricte non-ingérence politique et sur un dialogue politique sans complaisance motivé par nos propres intérêts. Or ceux-ci exigent désormais que les pays africains parviennent au plus vite à la stabilité sociale et politique dont une condition nécessaire est une forte croissance économique. Cette croissance rapide exige elle-même de significatifs progrès en matière de gouvernance, en particulier pour l'amélioration de l'environnement des affaires et une gestion plus transparente et économiquement efficace des rentes tant pétrolières et minières qu'agricoles.

Pour prévenir ou limiter l'ampleur des drames qui menacent au Sud et qui ne pourront que déborder dans l'hexagone, les moyens d'action de la France ne sont pas innombrables. On sait

que l'aide humanitaire arrive lorsque les drames sont déjà consommés. On a aussi mesuré en Côte d'Ivoire les limites des interventions militaires qui, dès lors qu'elles s'éternisent un peu, prennent trop la forme d'expéditions coloniales pour constituer une option réaliste.

Assainir l'environnement des affaires, mieux gérer les rentes

Dans ce contexte, le dialogue politique et les pressions pour une amélioration radicale de l'environnement des affaires, en particulier pour un assainissement de la justice et pour une meilleure gouvernance dans la gestion des rentes constituent une première option. La France en ce domaine ne peut certes jouer seule. Mais elle doit apporter tout son poids aux initiatives internationales en cours telle celle sur la transparence des industries extractives qui visent à mieux gérer ces rentes. Cette démarche est difficile. Le comportement de la Chine va contribuer à brouiller les repères. Mais l'Afrique est en passe de devenir une région pétrolière importante et une mauvaise gestion des rentes correspondantes ne peut que plomber ce continent. Les exemples du Nigeria et du Congo-Brazzaville sont éloquentes.

L'aide au développement constitue un autre instrument de prévention des crises qui menacent. Encore faut-il pour cela que les autorités françaises comprennent que pour pouvoir conduire des actions de terrain efficaces, cette aide exige des moyens réels et non des affichages virtuels.

Nouveau dialogue politique, nouvelle politique d'aide au développement, je voudrais ici proposer quelques pistes de travail : Le nouveau dialogue politique devrait impliquer tout d'abord quelques mesures fortes à dimension tant symbolique qu'opérationnelle : 1) La fusion de la cellule Afrique de l'Élysée au sein de la cellule diplomatique ; 2) la mise en place, sans doute à Maignon, d'une instance permanente de coordination des politiques publiques affectant les pays du Sud en général et l'Afrique en particulier, permettant entre autres d'assurer la cohérence entre les politiques d'aide au développement, les politiques agricoles et commerciales, la politique de visas, de bourses, d'appui institutionnel, de soutien militaire ou policier, etc. À quoi bon en effet soutenir à grands frais le français en Afrique ou



le développement agricole africain si la politique de visas conduit les étudiants africains aux États-Unis et si nos exportations subventionnées étouffent les producteurs africains ?

Au-delà de ces mesures, je souscris pleinement à la proposition d'Hubert Védrine de charger une commission non partisane de haut niveau qui serait chargée d'engager un dialogue approfondi avec les plus hauts responsables africains, les élites africaines du secteur privé, de la société civile et des organisations africaines supranationales pour remettre à plat la relation franco-européo-africaine en examinant sans *a priori* l'ensemble des dossiers posant problème : qu'il s'agisse du rôle des bases militaires françaises en Afrique, de la parité du CFA, de l'immigration, des accords préférentiels Afrique-Europe, de la gestion des rentes et de la gouvernance, du respect des droits de l'Homme.

Cette commission, comme le propose H. Védrine, devrait rendre compte de ses conclusions au Parlement et à la nation et le débat qui en suivrait permettrait de refonder une relation plus saine et plus franche et de contribuer à la reconstruction du dialogue Europe-Afrique.

Recentrer l'aide sur les intérêts réciproques

Quelques pistes maintenant pour aussi refonder notre politique d'aide à l'Afrique : Au niveau

de l'aide multilatérale nous ne pouvons qu'être très déçus de la non-prise en compte de nos préoccupations légitimes par des aides multilatérales qui se révèlent des bureaucraties autistes. L'aide européenne est enlisée dans ses procédures. La Banque mondiale et les Banques régionales de développement conduisent leurs politiques sans nous écouter. Il nous faut en ce domaine d'une part conduire un dialogue plus brutal avec les institutions multilatérales en réduisant éventuellement de façon significative nos contributions financières pour que nos messages portent. Il nous faut ensuite conduire, comme le font avec un étonnant succès les Britanniques, une politique délibérée de présence humaine de haut niveau au sein de ces institutions pour contribuer effectivement à leur pilotage stratégique.

Pour l'aide bilatérale, les réformes conduites depuis 6 ans à l'AFD permettent à la France de disposer désormais d'une agence d'aide qui se situe techniquement au niveau des meilleures agences d'aide bilatérales. Encore faut-il maintenant que les efforts budgétaires suivent pour une Afrique où les subventions sont indispensables et que la France restaure la vérité des chiffres, reconnaisse que plus de la moitié de son aide bilatérale est virtuelle et que son aide bilatérale réelle a diminué de moitié depuis 1996. Il lui faut, par un effort budgétaire approprié, reconstituer une capacité d'intervention sur le terrain par subvention de l'ordre de € 3 milliards correspondant en gros à celle des Britanniques.

Encore faut-il aussi que la réforme engagée en 1996, et complétée en 2004, puisse être conduite à son terme selon la même philosophie visant à clairement différencier les fonctions d'opérateur conduites par l'agence de celles de pilotage stratégique relevant des tutelles ministérielles.

Dans ce contexte, le mandat géopolitique de notre aide bilatérale doit être précisé. Il doit certainement comporter une contribution au dialogue visant à la régulation des migrations, à la réduction des déséquilibres démographiques, à la stabilisation des États fragiles et des pays en reconstruction après conflit, à limiter les effets nocifs des rentes pétrolières et minières, au contrôle des nouvelles pandémies, à la prévention des crises financières. Les efforts financiers sur subvention en Afrique devront à l'évidence être considérablement accrus et mieux ciblés sur les pays (une quinzaine sans doute, tant francophones qu'anglophones) qui présentent de vrais enjeux géopolitiques pour la France.

Enfin, les efforts de l'aide française au Maghreb et dans les autres pays du bassin méditerranéen, déjà efficaces et conséquents, devront certainement être poursuivis et approfondis tant sont considérables les défis de développement auxquels sont confrontés ces pays et l'impact qu'aurait sur la France l'éventuel échec économique de certains de d'entre eux.

Serge Michailof